

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 30/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPECIALTY OPERATIONS FRANCE

specialty operations
BP 53
69190 Saint-Fons

Références : UDR-CRT-26-048-AC
Code AIOT : 0006103731

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement SPECIALTY OPERATIONS FRANCE implanté Rue Prosper Monnet - BP 53 69190 Saint-Fons. L'inspection a été annoncée le 19/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPECIALTY OPERATIONS FRANCE
- Rue Prosper Monnet - BP 53 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006103731
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

SPECIALITY OPERATIONS (site du groupe Syensqo) exploite sur sa plateforme de Saint-Fons plusieurs unités de fabrication de produits chimiques issus de la chaîne du phénol et destinés aux industries agroalimentaires, automobiles, pharmaceutiques et de la parfumerie notamment. L'établissement est classé Seveso seuil haut et est soumis à la Directive IED relative aux émissions industrielles. Son fonctionnement est encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 septembre 1987 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	OTNOC	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-3, 14, 30-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10-II (chaudières) 13 (NH3, HAP, COVNM, COVT, formaldéhyde, CH4, HCl, HF, dioxines / furanes, métaux, mercure)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24 (SO2) 25 (NOx) 26 (poussières) 27 (CO) 28 (COVNM, COVT, formaldéhyde, HAP, métaux) 30 (oxygène, température, pression, vapeur d'eau)	Demande d'action corrective	3 mois
7	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32, 36	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Type de combustible utilisé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-2-I et II	Sans objet
2	Conditions d'admission	Arrêté Préfectoral du 10/09/1987, article 9.6.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des déchets		
8	Systèmes de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 05 mars 2026 avait pour objectif de faire le point sur les prescriptions actuellement applicables à l'installation de combustion du site et sur celles qui vont devenir applicables à compter du 12 décembre 2026. Elle s'inscrit également dans le cadre du réexamen IED du site qui doit se comparer, entre autres, aux meilleurs techniques disponibles (MTD) du BREF LCP (grandes installations de combustion).

Il ressort de la visite que les prescriptions applicables à l'installation de co-incinération de déchets (chaudière 2) doivent être revues par l'exploitant (définition des VLE applicables et de la fréquence de surveillance). Ce dernier doit également définir les périodes de fonctionnement autres que normales (OTNOC) de ses installations et le suivi de ces périodes.

Lors de la visite des installations, l'Inspection n'a pas constaté d'anomalie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Type de combustible utilisé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-2-I et II
Thème(s) : Risques chroniques, Combustibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise, pour chacun, leur nature. Pour les combustibles mentionnés à la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - leur origine ; - leurs caractéristiques physico-chimiques ; - les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ; - l'identité du fournisseur ; - le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site. <p>A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.</p> <p>Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'autorisation précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.</p> <p>II. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, afin d'améliorer les performances environnementales générales des installations de combustion et de réduire les émissions dans l'air, dans le cadre du système de management environnemental mentionné à l'article 5-1, l'exploitant inclut les éléments suivants dans les</p>

programmes d'assurance qualité/contrôle de la qualité, pour tous les combustibles listés dans le tableau ci-dessous et dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté :

- i) Caractérisation initiale complète du combustible utilisé, y compris au moins les paramètres énumérés ci-après et conformément aux normes EN. Les normes nationales, les normes ISO ou d'autres normes internationales peuvent être utilisées, pour autant qu'elles garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente ;
- ii) Contrôle régulier de la qualité du combustible afin de vérifier qu'elle correspond à la caractérisation initiale et aux spécifications de conception de l'installation. La fréquence des contrôles et les paramètres retenus parmi ceux du tableau ci-dessous sont déterminés par la variabilité du combustible, après évaluation de la pertinence des rejets polluants ;
- iii) Adaptation des réglages de l'installation en fonction des besoins et des possibilités.

La caractérisation initiale et le contrôle régulier du combustible peuvent être effectués par l'exploitant ou par le fournisseur du combustible. Dans la dernière hypothèse, les résultats complets sont communiqués à l'exploitant sous la forme d'une fiche produit (combustible) ou d'une garantie du fournisseur.

Combustibles Substances / paramètres à caractériser

Biomasse : PCI, Humidité, C, Cl, F, N, S, K, Na, Métaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb, Zn)

Charbon / lignite : PCI, Humidité, Composés volatils, cendres, carbone lié, C, H, O, S, Br, Cl, F, Métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V, Zn)

Combustibles issus de l'industrie chimique (1) : Br, C, Cl, F, H, N, O, S, Métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V, Zn)

Gaz sidérurgiques : PCI, CH₄ (pour COG), C_xH_y (pour COG), CO₂, H₂, N₂, soufre total, poussières indice de Wobbe

(1) Il est possible de réduire la liste des substances/paramètres caractérisés aux seuls susceptibles, selon toute vraisemblance, d'être présents dans le(s) combustibles, au vu des informations sur les matières premières et les procédés de production.

Constats :

Le site dispose des appareils de combustion suivants :

- chaudière 2, de puissance thermique nominale 38,8 MW, mise en service en 1962. Elle dispose de 4 brûleurs au gaz naturel et d'un brûleur de goudrons : elle permet la coïncinération des goudrons produits par l'atelier HQPC. Elle fonctionne environ 7000 heures par an, principalement en mode coïncinération. Le fonctionnement uniquement au gaz naturel est réservé aux phases de démarrage de la chaudière (environ 5% du temps) car il faut atteindre une température suffisamment élevée pour lancer l'incinération des goudrons. Cette chaudière dispose d'un système de traitement des fumées (filtre à manches ARCHE pour les poussières) ;
- chaudière 3, de puissance thermique nominale 45,2 MW, qui dispose de 4 brûleurs au gaz naturel, mise en service en 1972. Elle fonctionne environ 7800H par an et utilise le gaz naturel comme combustible ;
- oxydeur thermique, de puissance thermique nominale d'environ 0,2 MW, mis en service en 2009. Il fonctionne environ 7150 heures par an et utilise le gaz naturel comme combustible ;
- 5 groupes électrogènes de secours fonctionnant au gasoil, de puissance thermique nominale d'environ 0,4 MW chacun. Ils fonctionnent environ 60 heures par an.

Les chaudières 2 et 3 fonctionnent de manière simultanée. Elles disposent chacune de leur

conduite d'évacuation, qui se trouvent dans la même cheminée. Elles constituent donc une seule et même installation. Ces chaudières sont soumises au BREF LCP (Grandes installations de combustion). La chaudière de coïncinération CH2 est exclu du BREF WI (Incinération de déchets) car environ 15% seulement du dégagement de chaleur provient de l'incinération de déchets dangereux.

La puissance thermique totale des installations de combustion du site est de 86,2 MW.

Observation : Le tableau des rubriques ICPE du site (dernière mise à jour : APC 2025-45 du 05/03/2025) est à corriger : la puissance thermique totale indiquée ne tient pas compte de la puissance des groupes électrogènes et de l'oxydeur thermique. Cette mise à jour sera réalisée lors d'une prochaine mise à jour des prescriptions applicables au site, et au plus tard au moment de la clôture du réexamen IED du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions d'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/1987, article 9.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des caractéristiques

Prescription contrôlée :

Les seuls déchets admissibles sur l'unité de co-incinération sont les goudrons de distillation de l'unité diphénols dans les conditions suivantes :

- PCI des goudrons dilués dans l'eau à 33% : 17000 kJ/kg
- alimentation en ligne depuis l'atelier de production par l'intermédiaire d'un bac tampon maintenu chaud, intégré à l'atelier, d'un volume de 29 m3
- capacité nominale horaire : 500 kg/h jusqu'à un maximum de 700 kg/h
- capacité annuelle : 4500 tonnes
- pourcentage maximum de contribution thermique tel que défini à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 : 15%
- limitation des substances pouvant conduire au rejet de chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène, dioxyde de soufre à :
 - . teneur en chlore total < 50 ppm
 - . teneur en fluor total < 10 ppm
 - . teneur en soufre total < 200 ppm
- absence de PCB, PCT et de radioactivité

L'atelier producteur des déchets rédige une fiche d'identification des goudrons de distillation comportant :

- les références de l'atelier producteur ;
- les opérations de traitement préalable réalisées sur le déchet ;
- la composition chimique principale du déchet, le PCI ainsi que toutes les informations permettant de déterminer qu'il est apte à subir le traitement d'incinération prévu ;
- les teneurs en PCB-PCT, chlore, fluor, soufre, métaux lourds ;
- les modalités de stockage dans le bac tampon ;
- les risques inhérents aux déchets, les substances avec lesquelles ils ne peuvent pas être mélangés, les précautions à prendre lors de leur manipulation ;

<p>- et toute information pertinente pour caractériser le déchet.</p> <p>Toute modification significative de la composition des déchets au regard de celle fournie dans la fiche d'identification, sera portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant réalise au minimum une fois par an, une analyse de la composition des goudrons comportant au minimum : PCI, Cl, F, S, métaux lourds.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats du suivi des goudrons produits par l'atelier HQPC. En 2024, 4686 tonnes de goudrons ont été incinérées (contribution thermique de 14%) et 4057 t en 2025 (contribution thermique de 12%). Les analyses suivantes sont réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - quotidiennement : teneur en hydroquinone, en eau et en benzophénone ; - trimestriellement : PCI, teneur en chlore, teneur en fluor, teneur en soufre, point d'éclair ; - annuellement : teneur en PCB et en métaux. <p>L'Inspection a consulté le rapport d'analyses du prélèvement de goudrons réalisé le 23/05/2025 (prestataire SOCOR) : les valeurs des paramètres analysés sont soit inférieures à la limite de quantification du laboratoire, soit inférieures aux valeurs fixées dans l'arrêté préfectoral du site. La fiche d'identification du déchet (FID) relative aux goudrons a également été présentée.</p> <p>L'Inspection constate que la quantité de goudrons incinérée en 2024 est supérieure à la quantité autorisée, à savoir 4500 tonnes. L'exploitant indique envisager d'augmenter la quantité autorisée car elle n'est pas suffisante compte tenu de ses besoins. Si nécessaire, il convient que l'exploitant transmette une demande de modification des prescriptions applicables à son installation de co-incinération.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : OTNOC

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-3, 14, 30-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion, phase de démarrage et d'arrêt, surveillance des émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5-3</p> <p>Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, afin de réduire les émissions dans l'air ou dans l'eau lors de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC), l'exploitant met en œuvre, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, dans le cadre du système de management environnemental (voir article 5-1), un plan de gestion adapté aux rejets polluants potentiels pertinents, comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - conception appropriée des systèmes jouant un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol ; - établissement et mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes ; - vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ; - évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple, fréquence des

événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

Article 14 - Périodes de démarrage et d'arrêt

L'arrêté préfectoral d'autorisation détermine les périodes de démarrage et d'arrêt en fonction des critères fixés par la décision d'exécution de la Commission n° 2012/249/UE susvisée.

Article 30-1 - Surveillance des périodes « autres que normales » de fonctionnement (OTNOC) et des périodes de démarrage et arrêt

Dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, pour les chaudières, turbines ou moteurs dont la puissance est supérieure ou égale à 15 MW, la surveillance des émissions dans l'air lors des phases OTNOC peut s'effectuer par des mesures directes des émissions, ou par le contrôle de paramètres de substitution s'il en résulte une qualité scientifique égale ou supérieure à la mesure directe des émissions.

Les émissions au démarrage et à l'arrêt (DEM/ARR) peuvent être évaluées sur la base d'une mesure précise des émissions effectuée au moins une fois par an pour une procédure DEM/ARR typique, les résultats de cette mesure étant utilisés pour estimer les émissions lors de chaque DEM/ARR tout au long de l'année.

Constats :

Pour rappel, les périodes OTNOC correspondent aux conditions d'exploitation autres que normales. Elles comprennent :

- les phases de démarrage et d'arrêt des appareils de combustion ;
- les périodes d'indisponibilités soudaines et imprévisibles d'un combustible à faible teneur en soufre ou de gaz naturel ;
- les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions.

L'exploitant a présenté les procédures d'arrêt et de démarrage des chaudières.

Concernant la chaudière 2, les périodes de démarrage correspondent aux périodes de chauffe de la chaudière, périodes pendant lesquelles seul du gaz naturel est utilisé comme combustible. Les goudrons ne peuvent être incinérés que si la température de la chaudière est supérieure ou égale à 850°C. La chaudière 2 dispose d'un système de traitement des fumées (filtre à manches ARCHE pour la réduction des émissions de poussières). L'exploitant a indiqué que ce système, constitué d'environ 1700 manches à poussières, ne pouvait pas être contourné en cas de dysfonctionnement et que la chaudière devait être arrêtée en cas d'intervention sur le filtre. Concernant la chaudière 3, cette dernière fonctionne normalement avec 4 brûleurs. Lors de la phase de démarrage, elle peut être amenée à ne fonctionner qu'avec 2 brûleurs. L'exploitant indique que ce mode de fonctionnement peut entraîner un dépassement de la valeur d'émission limite (VLE) en NOx. Cette chaudière ne dispose pas de système de traitement des fumées.

Les combustibles utilisés sont le gaz naturel et les goudrons : l'exploitant n'a pas identifié de risque d'indisponibilité de ces combustibles.

L'exploitant déclare ses émissions dans GEREPE mais ne déclare pas les émissions liées aux phases OTNOC, car il considère qu'il n'y a pas de phases OTNOC.

Compte tenu des échanges avec l'exploitant, l'Inspection constate qu'il existe bien des phases de fonctionnement OTNOC des installations. Il convient que l'exploitant les décrive et définisse des critères permettant de les identifier. Les phases d'arrêt et de démarrage doivent être définies en fonction des critères fixés par la décision d'exécution de la Commission n° 2012/249/UE. L'exploitant doit également mettre en place une procédure permettant de comptabiliser les durées et les fréquences de ces phases OTNOC, et d'évaluer les émissions durant ces phases OTNOC.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 1 : l'exploitant transmet à l'Inspection la description des phases d'arrêt et de démarrage des chaudières selon les critères fixés par la décision d'exécution de la Commission n° 2012/249/UE. Délai : 3 mois</p> <p>Demande n° 2 : l'exploitant met en place une procédure permettant de comptabiliser les durées et les fréquences de ces phases OTNOC, et d'évaluer les émissions durant ces phases OTNOC. Délai : 6 mois</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10-II (chaudières) 13 (NH3, HAP, COVNM, COVT, formaldéhyde, CH4, HCl, HF, dioxines / furanes, métaux, mercure)
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE applicables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant respecte les VLE de l'AM ou de l'AP (si plus contraignant) - cf. AP du site + AMPG A LCP https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JJORFTEXT000037284870/2026-02-10</p>
<p>Constats :</p> <p>Les VLE applicables au site ont été discutées en séance. Les documents suivants ont servi de base aux échanges :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrêté préfectoral d'autorisation du 10 septembre 1987 ; - arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié ; - arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié ; - arrêté ministériel du 12 janvier 2021 modifié ; - courrier de réponse de l'exploitant (ref 2023/HSEI/ENV/09 du 31/01/2024) en réponse à la visite d'inspection du 11/05/2023. <p>La chaudière 3 fonctionne au gaz naturel et est donc soumise à l'arrêté ministériel du 3 août 2018. Actuellement, les VLE applicables au site les plus contraignantes sont celles définies dans l'arrêté ministériel du 3 août 2018 :</p>

- CO : 100 mg/Nm³ ;
- NOx : 100 mg/Nm³ ;
- SO₂ : 35 mg/Nm³ ;
- Poussières : 5 mg/Nm³ ;
- HAP : 0,1 mg/Nm³ ;
- COVTNm : 110 mg/Nm³.

A compter du 12 décembre 2026 (date d'application du BREF WGC), les VLE relatives aux métaux et définies à l'alinéa VI de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 seront applicables au site.

L'exploitant a présenté les résultats des contrôles annuels de la chaudière 3 : aucun dépassement de la VLE n'est constaté concernant les paramètres CO, NOx, SO₂ et poussières. Concernant le suivi en continu du paramètre NOx de la chaudière 3 réalisé en janvier 2026, l'Inspection constate plusieurs dépassements des mesures journalières (> 110 mg/Nm³) et de la valeur mensuelle moyenne (102,8 mg/Nm³ au lieu de 100 mg/Nm³).

Remarque : les paramètres HAP et COVTNm ne sont pas soumis à surveillance (voir point de constat n°5).

La chaudière 2 fonctionne en mode co-incinération, les périodes de fonctionnement uniquement au gaz naturel correspondant aux phases de démarrage et d'arrêt de l'appareil (voir point de constat n°3). Compte tenu du pourcentage de contribution thermique des déchets (inférieur à 40 %), elle est soumise à l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002. Concernant les VLE applicables, ces dernières ont été définies dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 décembre 2005 conformément à l'arrêté du 20 septembre 2002 en vigueur à cette date. Compte tenu des évolutions de l'arrêté du 20 septembre 2002, notamment son annexe II, il convient que l'exploitant vérifie que les VLE définies dans son arrêté préfectoral sont bien les plus contraignantes.

L'exploitant a présenté les résultats des contrôles semestriels réalisés en 2025 et de la surveillance en continu de janvier 2026 de la chaudière 2 : l'Inspection a constaté un dépassement de la VLE du paramètre SO₂ sur la campagne de juillet 2025, l'analyse réalisée en février 2025 était conforme.

Compte tenu des éléments ci-avant et des demandes formulées, l'arrêté préfectoral du site sera mis à jour à l'issue de la clôture du réexamen IED du site (demande de compléments transmise à l'exploitant et en attente de réponse).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 3 : l'exploitant réalise le bilan du suivi en continu du paramètre NOx de la chaudière

3 en 2025, étudie les causes des éventuels dépassements et met en place les actions nécessaires au respect de la VLE. Délai : 6 mois.

Demande n° 4 : l'exploitant vérifie les VLE applicables à la chaudière 2 en tenant compte des modifications apportées à l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002. Si nécessaire, il transmet à l'Inspection les éléments nécessaires à la modification des prescriptions applicables à la chaudière 2. Délai : 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 23

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance

Prescription contrôlée :

Dispositions générales concernant la surveillance des rejets à l'atmosphère

I. - L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés au chapitre II du présent titre rejetés par son installation. Le programme de surveillance comprend notamment les dispositions prévues par la présente section.

Pour les polluants concernés, une première mesure est effectuée dans les quatre mois suivant la mise en service de l'installation puis périodiquement conformément aux dispositions prévues ci-dessus. Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés.

En fonction des caractéristiques de l'installation ou de la sensibilité de l'environnement, d'autres polluants peuvent être visés ou des seuils inférieurs peuvent être définis par l'arrêté préfectoral. Lorsque l'installation est modifiée, et en particulier lors d'un changement de combustible, les dispositions en matière de surveillance fixées dans l'arrêté préfectoral sont adaptées si nécessaire.

II. - Lorsqu'une partie d'une installation de combustion qui rejette ses gaz résiduels par une ou plusieurs conduites séparées au sein d'une cheminée commune et qui fonctionne un nombre limité d'heures d'exploitation est soumise à une valeur limite spécifique conformément aux articles 10, 11 et 12, les émissions rejetées par chacune desdites conduites font l'objet d'une surveillance séparée.

III. - Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

IV. - La fréquence de surveillance ne s'applique pas lorsque l'appareil n'est mis en service qu'aux fins de mesurer les émissions.

V. - Dans le cas des turbines à gaz, la surveillance est effectuée pour une charge de l'installation de combustion supérieure à 70 % pour la mesure des polluants suivants : NH₃, NO_x, CO, SO₂, poussières.

Constats :

Concernant la chaudière CH3, le programme de surveillance est le suivant :

- CO, NOx : mesure en continu ;
- SO₂, poussières : mesure semestrielle.

Concernant la chaudière CH2, le programme de surveillance est le suivant :

- NOx, poussières, CO, COT : mesure en continu et mesure 2 fois par an par 1 organisme extérieur agréé ou accrédité ;
- Cd + Tl, Hg, autres métaux, HCl, HF, SO₂, dioxines et furanes : mesure 2 fois par an par 1 organisme extérieur agréé ou accrédité.

L'exploitant respecte le programme de surveillance défini dans son arrêté préfectoral d'autorisation. Il apparaît cependant qu'il n'a pas pris en compte la modification de l'article 28 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 (arrêté du 3 août 2010) : les paramètres cadmium et ses composés, thallium et ses composés, mercure et ses composés, total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), dioxines et furanes doivent faire l'objet d'une surveillance trimestrielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 5 : l'exploitant met en place la surveillance trimestrielle prévue à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24 (SO₂) 25 (NOx) 26 (poussières) 27 (CO) 28 (COVNM, COVT, formaldéhyde, HAP, métaux) 30 (oxygène, température, pression, vapeur d'eau)

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle réglementaire surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

cf. AP du site + AMPG A LCP

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000037284870/2026-02-10>

d) Installations de combustion autorisées avant le 1er novembre 2010 :

Les installations de combustion respectent les valeurs limites d'émission annuelle, mensuelle et journalière suivantes sous réserve des renvois entre parenthèses.

Pour les polluants et combustibles pour lesquels aucune valeur limite d'émission n'est mentionnée dans le tableau ci-dessous, les valeurs limites applicables sont celles du point b du I de l'article 10 du présent arrêté. Pour les installations de combustion exploitées moins de 500 heures par an, seules les dispositions du point b du I de l'article 10 s'appliquent.

<p>Pour les installations de combustion exploitées moins de 1 500 heures par an, les valeurs limites d'émission annuelles ne s'appliquent pas.</p> <p>Gaz naturel : $50 \leq P$ Sox : $A / M = 35 / J = 38,5$ NOx : $A = 100 / M = 100 / J = 110$ Poussières : $A = / M = 5 / J = 5,5$</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir point de constat n° 4.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Voir demande n° 3.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Surveillance des rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32, 36</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 32 - Dispositions relatives aux mesures périodiques</p> <p>I. - Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé.</p> <p>Les dispositions des I et II de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé, concernant le programme de surveillance de l'exploitant et sa mise en œuvre, s'appliquent, en plus des dispositions précisées à l'article 23.</p> <p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées dans un avis publié au Journal officiel. Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prévoir d'autres méthodes lorsque les résultats obtenus sont équivalents à ceux fournis par les méthodes de référence. Dans ce cas, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées périodiquement, à une fréquence fixée par l'arrêté préfectoral, par un organisme extérieur compétent.</p> <p>II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance ou le contrôle QAL 2 des appareils de mesure en continu.</p> <p>III. - Les résultats des mesures prévues au présent article, à la section 1 du chapitre VI et à l'article</p>

7 du présent arrêté sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Le préfet peut adapter la fréquence de transmission du bilan en fonction de la fréquence des mesures imposées. Le format du bilan des mesures peut être précisé par l'arrêté préfectoral.

Article 36 - Conditions de respect des valeurs limites d'émission en cas de mesure périodique

Dans le cas des mesures périodiques mentionnés à l'article 32 du présent arrêté, la valeur limite d'émission à respecter correspond à la valeur mensuelle.

Dans les cas où des mesures en continu ne sont pas exigées, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures, définis et déterminés conformément à l'arrêté d'autorisation, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

Constats :

L'exploitant est tenu de faire contrôler les émissions de la chaudière 2 une fois par semestre et celles de la chaudière 3 une fois par an. Il a présenté les rapports des contrôles réalisés en 2025 :-
chaudière 2 : 19 et 20/02/2025 (prestataire CERECO), 29/07/2025 (prestataire GINGER LECES)
- chaudière 3 : 31/07/2025 (prestataire GINGER LECES).

Ces deux prestataires disposent bien d'un agrément.

Comme indiqué au point de constat n° 5, il convient que l'exploitant mette en place une surveillance trimestrielle de certains polluants émis par la chaudière 2.

L'Inspection constate que l'exploitant n'a pas transmis les rapports d'essais présentés ainsi que le bilan de son autosurveillance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 6 : l'exploitant transmet à l'inspection a minima une fois par an les résultats de la mise en œuvre de son programme d'autosurveillance des rejets atmosphériques en commentant les principaux faits marquants jugés utiles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Systèmes de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de réduction des émissions

Prescription contrôlée :

Lorsqu'un dispositif de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées au chapitre II du présent titre, l'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette procédure indique notamment la nécessité :

- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les 24 heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, et notamment d'un arrêt-démarrage ;
- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 48 heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.

La durée cumulée de fonctionnement d'une installation avec un dysfonctionnement ou une panne d'un de ces dispositifs de réduction des émissions ne peut excéder 120 heures sur douze mois glissants.

L'exploitant peut toutefois présenter au préfet une demande de dépassement des durées de 24 heures et 120 heures précitées, dans les cas suivants :

- il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique ;
- l'installation de combustion concernée par la panne ou le dysfonctionnement risque d'être remplacée, pour une durée limitée, par une autre installation susceptible de causer une augmentation générale des émissions.

Constats :

L'exploitant a présenté la procédure mise en place en cas de dépassement de la VLE d'un paramètre analysé en continu. Seule la chaudière 2 dispose d'un système de traitement des fumées (filtre ARCHE) : en cas d'indisponibilité du système de traitement, la chaudière 2 est obligatoirement arrêtée car il n'est pas possible de contourner ce dispositif. L'exploitant ne réalise donc pas de décompte d'heures d'indisponibilité du traitement.

Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite